

Convention collective

IDCC : 8435. – **COOPÉRATIVES FRUITIÈRES**
(AIN, DOUBS ET JURA)
(29 août 2001)

(Etendue par arrêté du 18 février 2002,
Journal officiel du 24 février 2002)

AVENANT N° 3 DU 3 FÉVRIER 2009
À L'ACCORD DU 12 DÉCEMBRE 2001
RELATIF À L'AMÉNAGEMENT ET À LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL
NOR : AGRS0997093M

Entre :

La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Jura ;
La fédération des CUMA de ramassage de lait du Doubs,

D'une part, et

L'UNSA 2A ;
L'union départementale de l'Ain CFTC ;
L'union départementale de l'Ain CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 4 « Réduction du temps de travail et organisation du temps de travail » :

Le paragraphe 4.2 « Modulation. – Annualisation » est modifié comme suit :

Au 7^e alinéa, les termes « 130 heures » sont remplacés par « 220 heures ».

Le paragraphe 4.4 « Heures supplémentaires » est modifié comme suit :

Le 1^{er} alinéa est ainsi modifié :

« Les heures supplémentaires ne peuvent pas dépasser :

– 220 heures en cas de modulation ;

– 370 heures par salarié et par an sans modulation. »

Le paragraphe 4.5 « Modalités d'application » est modifié comme suit :

La modalité 1 « Activité régulière » est ainsi modifiée :

Au 4^e alinéa, les termes « 220 heures » sont remplacés par « 370 heures ».

La modalité 3 « Activité saisonnière avec forte variation (annualisation) » est ainsi modifiée :

Au 5^e alinéa, les termes « 130 heures » sont remplacés par « 220 heures ».

Article 2

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2009.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Doubs. Un exemplaire papier sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 3 février 2009.

(Suivent les signatures.)